



l'édito

d' **A**lain Bergounioux

J'ai changé...

L'histoire, dit-on, parfois bégaye. Nicolas Sarkozy vient encore d'en apporter une confirmation avec la parution de son livre, *La France pour la vie*. Le mélange de plaidoyer et de repentance, il l'avait lancé en 2007 dans sa campagne présidentielle. Cela avait été le cœur d'un de ses principaux discours : *"J'ai changé"*. Tant avait-il conscience déjà, que sa personnalité pouvait être un obstacle. Le temps ayant passé - presque dix années -, l'exercice est plus difficile - comme le manifeste sa chute dans les sondages y compris dans l'électorat de droite. Aussi confesse-t-il pas moins de 27 erreurs ! Il fallait, en effet, que cela soit un peu crédible...

Mais, derrière l'image volontairement projetée et travaillée savamment par les communicants, politiquement, il y a le fond. Et là, la lecture attentive montre toutes les limites de cet inventaire. *"Beaucoup pensent, souligne l'ancien Président, que j'ai perdu en 2012 parce que j'en avais trop fait ; moi je pense, à l'inverse, que j'aurais dû en faire davantage"*. L'essentiel est dit. Et la liste des regrets, de n'avoir pas supprimé l'Impôt sur la fortune, d'avoir conservé ce qui restait des 35 heures, ou d'avoir trop tenu compte des corps intermédiaires... tout comme les projets, encore plus d'austérité, 100 milliards d'euros d'économies touchant avant tout les services publics, disent que l'essentiel ne tient pas à ses idées - les différences étant minces avec le fond des publications récentes de ses rivaux - mais bien à la reconquête d'une "présidentialité" compromise.

Plus encore, que de s'interroger sur ce passé, pourtant proche, pour apprécier la portée de ce *"J'ai changé"*, il suffit que de constater les choix et les comportements de Nicolas Sarkozy, au moment des élections régionales, le dernier rendez-vous électoral d'importance.

Il a défendu sans hésitation sa ligne droitière - Buisson est condamné dans sa personne, mais pas sa ligne ! Faut-il rappeler qu'entre les deux tours de l'élection, il disait que voter Front national n'est pas une faute morale ? Dans son intervention, à l'issue du second tour, il n'a pas eu un mot pour les électeurs de gauche qui ont permis la défaite du Front national face à Xavier Bertrand et Christian Estrosi - démenti flagrant de sa ligne du *"ni-ni"*.

Et il n'a rien trouvé de mieux, une fois son allocution expédiée, que de filer voir un match du PSG... Non, décidément, il n'y a nul changement. *"Sans regrets et sans remords"* aurait dû être le titre de cet ouvrage, avant tout médiatique.

Le révélateur des élections régionales

En dépit des échecs, des départs, des retours et des péripéties, Nicolas Sarkozy reste fidèle contre vents et marées à la stratégie initiée en 2010, notamment lors de son discours de Grenoble. Et ce n'est pas son apparent revirement à propos du *Mariage pour tous*, ou du bouclier fiscal - il était temps - qui changera profondément la donne.

Une intuition stratégique démentie par les faits. La logique identitaire qu'il porte, en contradiction avec le triptyque républicain, demeure une constante chez lui. Cette logique politique le conduit à rester fidèle au « ni-ni », dans la perspective de chaque second tour d'élection, qu'elle soit locale ou nationale. Le « ni-ni » signifie, ni FN, ni PS et il conduit, finalement, à choisir plutôt l'extrême droite que la gauche républicaine, et donc à confondre tous les repères républicains. A oublier aussi toutes les leçons de l'Histoire en termes de démocratie et de libertés.

Tout cela s'accompagne d'une surenchère dans les mots et dans les actes, avec la droite extrême. Qu'il s'agisse des questions sociales ou des problèmes de société. Discours sur les frontières, stigmatisation démagogique de l'immigration, hymne au repli hexagonal, rejet des chômeurs et, en général, des personnes les plus fragiles, présentées comme responsables des situations qu'elles subissent. Le catalogue est toujours le même, il conduit à promouvoir une France toujours plus rabougrie, plus aigrie, et toujours plus défiante d'elle-même, avec le discours revancharde et décliniste qui l'accompagne.

L'ancien chef de l'État préfère la discrimination à l'égalité des droits et le repli sectaire au message universel de la République. Cette attitude s'explique par le souci permanent, mais erroné, de banaliser, ou plutôt de tenter de banaliser l'extrême droite, et donc ainsi d'assécher le terreau qui engendre sa progression constante, depuis une dizaine d'années. Car, au final, cette politique se traduit par la montée inexorable de l'influence politique et électorale du FN, aux antipodes de l'objectif implicite recherché. Ce comportement est dû aussi à une soif de revanche du leader de LR, alors qu'il devrait d'abord s'en prendre à lui-même.

Le « ni-ni » signifie, ni FN, ni PS et il conduit, finalement, à choisir plutôt l'extrême droite que la gauche républicaine, et donc à confondre tous les repères républicains. A oublier aussi toutes les leçons de l'Histoire en termes de démocratie et de libertés.

Beaucoup ont compris et, en particulier, désormais, dans son propre camp, dans son propre parti, que cette démarche conduisait à l'échec. Déjà, en 2012, Nicolas Sarkozy a obtenu en tant que candidat sortant à peine plus de 26 % des voix contre 31 % au premier tour de 2007.

Dans le même temps, la candidate d'extrême droite réalisait 18 % des suffrages. Au deuxième tour, en dépit d'une campagne de droite extrême, il était finalement battu de plus d'un million de suffrages, faute d'avoir su parler le langage de la République et du respect.

Un multirécidiviste. Après un court intermède de silence médiatique de deux ans, Nicolas Sarkozy a renoué avec la démarche qui l'a conduit à son échec de 2012. Son comportement entre les deux tours des élections départementales avait déjà alerté. Celui observé entre les deux tours des élections régionales a suscité l'incompréhension, jusque dans les rangs de LR. Depuis ce moment, les réactions

en interne se sont multipliées, le faisant apparaître comme à la marge des enjeux de deuxième tour et, surtout, victime d'une vraie crise de leadership. Successivement, Christian Estrosi, Nathalie Kosusko-Morizet, Xavier Bertrand et Gérard Darmanin ont pris position contre sa stratégie et contre son discours. Christian Estrosi a indiqué que « plus on allait à droite et plus on faisait monter le FN. Plutôt que de chasser sur le terrain du FN, je préfère chasser le FN du terrain » (*Paris Match*, 15 décembre) a-t-il poursuivi. Xavier Bertrand a incité entre les deux tours de scrutin, sur Europe 1, le président de LR à cesser de s'exprimer considérant que la stratégie du « ni-ni » n'avait plus aucun sens. Au point de réitérer son injonction dans un tonitruant « qu'ils se taisent tous », à l'adresse de Nicolas Sarkozy et des principaux leaders de LR (*lexpansion.fr*, 9 décembre).

Un leadership de plus en plus contesté.

D'autres candidats de droite, têtes de liste aux élections régionales ont d'ailleurs poliment mais fermement décliné sa proposition de venir les soutenir à leurs meetings et rassemblements, à l'instar de Valérie Pécresse, par exemple. Nathalie Kosusko-Morizet a rappelé, le 15 décembre, que le parti de droite devait apprendre à débattre pour se réformer. Enfin, Gérard Darmanin a proclamé dès le 10 janvier, « Sarkozy se trompe » (*lepoint.fr*). Ajoutant « la ligne identitaire ne peut être l'alpha et l'oméga de la future campagne ». Et de préciser, non sans une certaine cruauté : « Nicolas Sarkozy avait réussi à créer un magnifique désir de rêve français en 2007, nous ne retrouvons pas cette stratégie. J'en suis nostalgique ».

« Pour Gérard Darmanin, la ligne identitaire ne peut être l'alpha et l'oméga de la future campagne ». Et de préciser, non sans une certaine cruauté : « Nicolas Sarkozy avait réussi à créer un magnifique désir de rêve français en 2007, nous ne retrouvons pas cette stratégie. J'en suis nostalgique ».

Cette situation est nouvelle. Elle est certes due à des considérations électorales locales. Mais, elle prend acte aussi des échecs à la fois électoraux et de stratégie, d'un homme qui poursuit, depuis dix ans bientôt, les mêmes objectifs, avec les mêmes réflexes et les mêmes raisonnements. Sans s'apercevoir que la société a changé et que les Français attendent autre chose. Il est, en effet, impossible de gagner, en 2017, comme on gagnait et préparait un combat politique, en 2007.

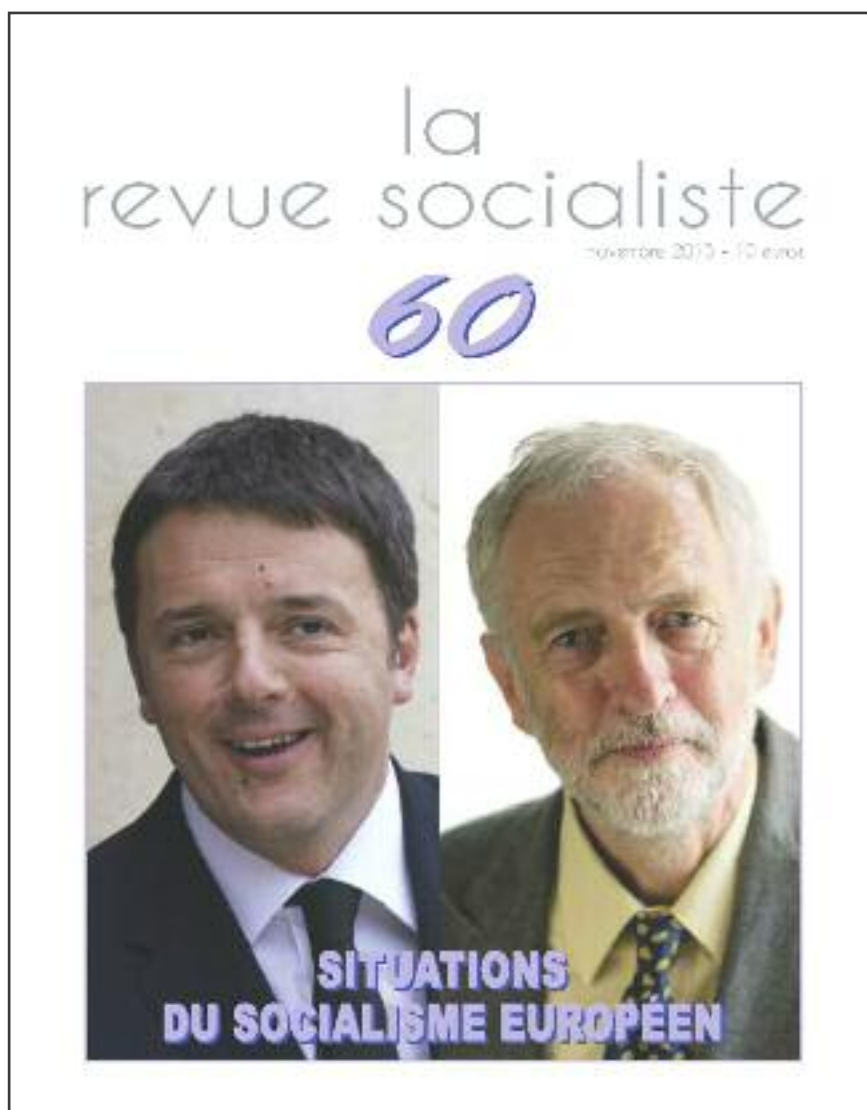
Une impasse politique. La droite dite républicaine, incarnée peu ou prou par Nicolas Sarkozy, souffre d'une incapacité à dominer intellectuellement l'extrême droite, et culturellement le néoconservatisme libéral. Elle court après l'extrême droite sur tous les sujets politiques et sociétaux, au point de contredire ses choix européens et monétaires. Elle suit les recettes économiques et sociales néoconservatrices sans se rendre compte qu'ainsi, elle alimente et nourrit tous les populismes et toutes les démagogies qui confortent le Front national, formation politique qui la concurrence directement dans les troisquarts des circonscriptions législatives.

Le piège est mortifère pour elle. C'est l'une des raisons pour lesquelles tous ceux qui peuvent s'émanciper de cette chape de plomb le font et le font savoir, dès qu'ils en ont les moyens électoraux. Xavier Bertrand, Christian Estrosi, Gérard Darmanin en sont l'illustration la plus manifeste. Il s'agit là d'un très mauvais signal pour celui qui pensait qu'il suffisait de contrôler l'appareil pour tout maîtriser, y compris les « primaires ».

M. B.

La Revue Socialiste

**Le numéro de ce mois-ci consacre un dossier spécial
à la situation du socialisme européen. À lire !**



MR. MME. Mlle.

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE

E-MAIL

Ci-joint mon règlement de la somme de euros par chèque à l'ordre de Solfé Communications – Revue socialiste

DATE :

SIGNATURE :



Michel Fize...

... est sociologue (ex-CNRS), membre de l'Exécutif national du Mouvement des Progressistes. Ancien conseiller régional Ile-de-France. Il est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages, dont *Le Peuple adolescent* (2^e éd., Mots composés, 2011), *Le Cabinet* (Arléa, 2001), *Le Livre noir de la jeunesse* (Presses de la Renaissance, 2007), *L'Individualisme démocratique* (L'Œuvre, 2010), *Le Bac inutile* (L'Œuvre, 2012), *L'adolescence pour les nuls* (First, 2010) et *Antimanuel d'adolescence* (Marabout, 2014).

« Tout le monde incline aujourd'hui à droite, par conviction, par raison, mais aussi par calcul »

? *Tout paraît concorder : les résultats électoraux, les sondages, les manifestations, les phénomènes littéraires. La droitisation de la société française est-elle une réalité ?*

Oui. Elle n'est d'ailleurs pas si récente que cela. On en trouve les prémices avec les attentats du World Trade Center, en 2001, qui ont entraîné un glissement progressif des esprits vers la droite, en lien avec l'insécurité et l'immigration. Ces deux thèmes sont souvent liés.

Aujourd'hui, la droitisation des esprits et le retour de symboles traditionnellement associés à la droite, tels que le drapeau tricolore ou la Marseillaise, gagnent d'autres courants de pensées et de mouvements, pourtant classés à gauche. À cela, s'ajoute une demande forte d'identité nationale, dans un contexte marqué par le trouble de la pensée. Tout ceci incite nos concitoyens à se tourner vers les valeurs du passé.

? *Comment expliquez-vous cette*

? *mutation ? Quels en sont les signes tangibles ?*

Le vote en faveur de la droite aujourd'hui autoritaire et de l'extrême droite témoigne de cette inflexion. La France a peur, comme l'avait annoncé le présentateur de télévision, Roger Gicquel, il y a une quarantaine d'années. Peur de l'insécurité, de l'immigrant et du chômage qui est devenu une préoccupation quotidienne pour un nombre de plus en plus important de Français. Ceci tend à les rendre de plus en plus frileux et conservateurs, plutôt que progressistes.

? *L'extrême droite grossit démesurément, la droite se durcit sensiblement. La France aspire-t-elle à l'ordre et à l'autorité ?*

Oui, ne serait-ce que parce que le champ politique inclut désormais une droite extrême, le FN, et une droite républicaine de plus en plus autoritaire. Par conviction ou par raison. Alain Juppé a par exemple défini récemment un programme éducatif et de jeunesse dans lequel des progressistes peuvent aisément se retrouver. Mais, à la surprise générale, il vient de pré-

« La France a peur, comme l'avait annoncé le présentateur de télévision, Roger Gicquel, il y a une quarantaine d'années. Peur de l'insécurité, de l'immigrant et du chômage qui est devenu une préoccupation quotidienne pour un nombre de plus en plus important de Français. Ceci tend à les rendre de plus en plus frileux et conservateurs, plutôt que progressistes. »

senter, dans son nouveau livre, des propositions très dures. À cela s'ajoute l'apparition, dans le paysage politique, d'une gauche plus engagée, militairement, que par le passé. Bien entendu, il ne s'agit pas de porter aujourd'hui un jugement quelconque sur l'engagement de la France en Syrie, mais cette tradition guerrière n'est pas historiquement dans les gènes de la gauche.

? *Il s'agit là d'une inflexion très contextuelle, en lien avec les attentats...*

Bien sûr. Il est évident que les événements dramatiques que nous connaissons favorisent le remodelage de la pensée politique. Tant et si bien que nous avons le sentiment que tout le monde incline aujourd'hui à droite, par conviction, par raison, mais aussi par calcul. On le voit

bien avec le débat sur la déchéance de la nationalité, qui pose d'ailleurs un autre problème, en lien avec une société devenue émotionnelle. Le climat ambiant d'insécurité l'y pousse inéluctablement.

? *Au-delà, l'idéologie du repli ne redessine-t-elle pas la géographie des sentiments français ?*

Oui. Avoir peur, c'est se replier, fermer les frontières, se retrancher derrière une souveraineté nationale. C'est aussi prendre ses distances avec cette Europe que nous avons construite. Ces sentiments de peur conduisent à des décisions précipitées et primaires. En clair, pour nous sortir d'embarras, il n'y aurait qu'à fermer les frontières, empêcher les migrants d'entrer, les

déchoir de leur nationalité française, pour peu qu'ils aient la double nationalité. Ces jugements font perdre à leurs auteurs toute lucidité. Le plus inquiétant, c'est que tout ceci nous arrime au présent, et nous détourne de toute vision d'avenir, fut-ce à court terme. Or, le meilleur moyen de retrouver la confiance des Français et d'évi-

ter leur tentation des extrêmes, toutes générations confondues, c'est bien d'inverser la courbe du chômage.

L'extrême droitisation de la jeunesse - un tiers des votants adhère aux idées du Front national - est, de ce point de vue, un phénomène inquiétant. Sans parler de ces jeunes qui vont faire le djihad, une autre forme de conservatisme, fondé sur l'idée de conquête et d'héroïsme.

? *Dans le même temps, la notion de solidarité recule spectaculairement, au bénéfice de l'individualisme. N'y a-t-il pas là un danger pour notre modèle de société, fondé sur le « vivre-ensemble » ?*

J'émettrai une petite réserve à ce qui vient d'être dit. La solidarité sociale recule, certes, mais

moins en comparaison de la montée de l'insécurité. Les sympathies affichées en faveur des organismes caritatifs - Restos du Cœur, Téléthon... - ne varient pas au fil du temps, même si l'engagement n'est plus tout à fait ce qu'il a été. Je ne crois donc pas que l'on puisse parler de solidarité en berne. Ce, d'autant plus que la cellule familiale se porte bien. On ne s'est jamais autant serré les coudes qu'aujourd'hui, financièrement ou en terme de disponibilité.

? *L'anxiété, l'insécurité, la peur du chômage, du déclassement, de la précarité semblent ressusciter les vieux réflexes de défense, de fermeture, de rejet de l'autre. Pourquoi ce phénomène affleure-t-il à travers toute l'Europe ?*

Il se produit partout, c'est certain, un sentiment de défiance vis-à-vis de l'autre, surtout lorsqu'il n'est pas Français. Sans compter que nous vivons dans des sociétés plus individualistes que jamais, où le « côte-à-côte » prend le pas sur « l'entre soi ». On l'a vu lors des manifestations du 11 janvier 2015, qui se sont traduites par une fantasmagorie communautaire émotionnelle, malheureusement sans suite. Le reste n'était qu'un habillage médiatique pour nous imposer l'idée que les Français étaient retournés à leurs valeurs et qu'un esprit républicain nouveau régnait, alors que cet esprit est en difficulté. La vérité, c'est que les gens ne se parlent plus, se sourient à peine. Ils se rassemblent à l'occasion.

? *Ce constat vaut-il pour les pays qui nous entourent ?*

Oui. L'afflux massif des réfugiés, depuis un an, a conduit, peu à peu, les pays européens à fermer leurs frontières. L'exemple vaut pour des territoires traditionnellement ouverts, comme les nations scandinaves ou l'Allemagne. Les « déci-

sions émotionnelles » conduisent à un élan de générosité, puis à une réaction plus rationnelle, ensuite, qui tient compte des contraintes posées par l'absence de réelles politiques d'accueil et d'immigration.

? *Comment interprétez-vous les événements survenus, récemment, à Cologne ?*

Ils révèlent une vraie crise morale, en lien avec le dérèglement des normes et des valeurs, le recul de l'interdit, des repères. Ce qui explique, en partie, l'inclination de certains jeunes pour le Djihad. En basculant, ils ont parfois la sensation de récupérer une identité que leur pays d'origine ne leur apporte plus, faute de potentiel d'insertion. Ils acquièrent ainsi, ailleurs, un véritable statut.

« Les événements de Cologne révèlent une vraie crise morale, en lien avec le dérèglement des normes et des valeurs, le recul de l'interdit, des repères. Ce qui explique, en partie, l'inclination de certains jeunes pour le Djihad. En basculant, ils ont parfois la sensation de récupérer une identité que leur pays d'origine ne leur apporte plus, faute de potentiel d'insertion. Ils acquièrent ainsi, ailleurs, un véritable statut. »

Ce qui s'est produit à Cologne se retrouve ponctuellement, dans les faits-divers français, lorsque de jeunes agresseurs se livrent à des actes délictueux, sans prendre toujours conscience de la gravité de leurs actes, pour qui un viol n'est jamais qu'un amusement qui a mal tourné, brandissant alors le consentement de la victime !

On ne peut ignorer, non plus, ce qui relève de la récupération et

de la manipulation, lorsque l'on montre du doigt de jeunes immigrants, à priori coupables - musulmans, pour la plupart -, et promis à l'exclusion.

? *Le rejet des élites et la montée des populismes ne laissent-ils pas planer une menace sur nos modèles démocratiques ?*

Oui. Beaucoup de guerres qui ont balisé l'histoire de l'humanité ont connu, à un moment ou un autre, une issue diplomatique. Le conflit du Viêtnam s'est résolu par ce biais là. Peut-on imaginer résoudre le terrorisme seulement par des

opérations militaires ? Je ne le crois pas. On ne fait, en fait, que déplacer le djihadisme d'un pays à un autre. D'où la nécessité de trouver des réponses par la négociation, même si j'ai conscience qu'il s'agit là d'une utopie. Chaque camp doit « mettre de l'eau dans son vin ». La laïcité doit ainsi être un peu moins radicale qu'elle ne l'est, en laissant plus de place aux croyances religieuses, sans être évidemment manipulée par elles. Je suis un peu gêné avec le droit français au blasphème. Moi je le condamne moralement.

Nous devons pouvoir nous livrer à la liberté d'expression, sans tomber dans l'excès. Depuis les fameuses caricatures de Mahomet, les Danois sont passés ainsi au stade de l'autocensure. Nous devons être dans la maîtrise de soi, définir librement une limite à ne pas franchir... Une réflexion s'est engagée chez les dessinateurs. On

ne peut faire comme si rien ne s'était passé. La radicalité du dessin entraîne la radicalité de la riposte. Ce, d'autant plus que l'islamisme, qu'on le veuille ou non, est une émanation de l'islam. De la même manière que l'inquisition est une version dure du christianisme. L'ère est au compromis.



Donnez-nous une raison de rester optimiste.

La noirceur d'aujourd'hui, dans les sociétés et les âmes, n'empêche pas un certain optimisme. L'humanité a un avenir, l'homme n'est pas qu'un loup pour l'homme. Il n'y a aucune raison de céder au pessimisme, en dépit des événements tragiques que nous vivons.

Propos recueillis par Bruno Tranchant

Michel Fize est l'auteur d'un livre à paraître, le 8 mars prochain, aux éditions Mimésis : *Jeunesses à l'abandon. La construction universelle d'une exclusion sociale.*

La situation sociale de la jeunesse est dramatique. Le fait est connu pour la France et quelques autres pays d'Europe ou d'ailleurs. Chômage, précarité, échecs scolaires, notamment, sont le lot commun des jeunes de ces pays.

On sait moins, en revanche, que toutes les jeunesses du monde, à des degrés variables, sont pareillement touchées par ces fléaux. Des explications sont avancées comme des systèmes de formation défaillants, des économies en crise. Mais les raisons de l'exclusion des jeunes sont plus profondes et ne doivent rien au hasard. L'exclusion est CONSTRUITE, par des représentations négatives de l'âge de jeunesse, qui justifient leur écart des « bons emplois », des « hautes » responsabilités ; par des systèmes administratifs qui placent partout les jeunes au bas de l'échelle des âges. La jeunesse mérite mieux que cette infortune. Les sociétés ont devoir de lui bâtir un avenir.

Avec le Front national, le droit des femmes subit un recul sans précédent !

« *La France apaisée* ». Derrière ce slogan retenu pour sa prochaine campagne d'affichage et le grand nettoyage de printemps que nous promet Marine Le Pen, se cache une réalité beaucoup plus crue. Celle d'un parti rétrograde qui tient toujours des propos xénophobes, et un projet qui porte, en lui, la violence et la recherche permanente de boucs-émissaires, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Qui ne connaît son discours sur les étrangers et les migrants, coupables de tous les maux, et qu'il accuse de percevoir, dès leur arrivée en France le minimum vieillesse, sans avoir jamais travaillé ? Pis, leur arrivée massive sur le sol français - ce qui n'est pas le cas - signerait, à l'en croire, le « *début de la fin* » des droits des femmes, selon les propres termes de Marine Le Pen (*Opinion*, 13 janvier). Après les attentats du 13 novembre, celle-ci s'était

déjà illustrée, en soulignant le risque, pour les femmes, de se voir imposer le port du voile, ou, pour notre Constitution, d'être remplacée par la charia et la « *barbarie* ». Pour un parti qui ne cesse de dénoncer les méfaits de l'immigration, l'occasion, avec le problème des réfugiés, est trop belle. Derrière les attaques faites aux femmes, à Cologne, celle qui n'a eu de cesse de fustiger l'avortement, dans les pas de son père, ne fait, une fois encore, qu'attiser les peurs, en faisant des migrants de potentiels violeurs.

« *Il s'agit là très exactement de la stratégie néo-populiste initiée par l'ultralibéral Geert Wilders aux Pays-Bas, il y a une quinzaine d'années : inscrire l'extrême droite au sein des valeurs libé-*

rales des sociétés européennes et assurer défendre les acquis des libertés face à une société multiculturelle qui se limiterait à l'importation d'un islam et de populations d'origine extra-européenne qui représenteraient le totalitarisme et la barbarie, estime le politologue, Nicolas Lebourg (*Slate*, 20 janvier). Marine Le Pen ne fait pas que condamner les violences de Cologne : elle définit une stratégie apte à mieux l'insérer dans le marché électoral des droites, en prenant acte de la nécessité de lier demande autoritaire altérophobe et valeurs libérales.

Les accents pseudo-féministes de la patronne du FN ne sont donc qu'un habillage, un faux-nez, destiné à rompre avec l'image rétrograde et conservatrice d'un parti, dont l'unique ambition est d'élargir le spectre de son électorat, en prévision des échéances de 2017.

Femmes au foyer. La crise et les événements de Cologne masquent, cependant, difficilement une réalité qui figure dans l'ADN du parti frontiste et de sa figure de proue. Au-delà d'un verni féministe et de mesures prétendument attractives censées

favoriser la natalité, ils entendent clairement renvoyer les femmes au foyer et dérembourser l'IVG, avant de le limiter pour en interdire le recours, *in fine*.

Qui ne se souvient, par ailleurs, de cette mesure-phare du programme de Marine Le Pen, en 2012, visant la création d'un revenu parental, destiné à « *offrir aux mères ou aux pères de famille la possibilité de choisir librement entre l'exercice d'une activité professionnelle et l'éducation de leurs enfants* » ? Celle-ci consisterait dans le versement d'un revenu équivalent à 80 % du SMIC, trois années durant, à partir du deuxième enfant, avec un renouvellement d'une durée de quatre ans pour le troisième.

Autant dire que les femmes, paupérisées, se verraient cantonnées dans un rôle de mère, sans considération aucune pour les acquis féministes des dernières décennies et pour le combat en faveur de l'égalité femmes-hommes, mené de haute lutte. Sans compter que toutes les études démontrent qu'une telle pratique ne ferait qu'accroître leurs difficultés de retour à l'emploi, à l'issue de cette longue période d'arrêt, tout en pénalisant fortement leur progression de carrière et leurs droits sociaux.

Derrière la violence du multiculturalisme imposé aux « bons français » et le soutien aux femmes, « victimes d'horreurs », transparait un discours résolument xénophobe et antiféministe. L'application des mesures proposées par Marine Le Pen et son bras droit, Florian Philippot, ne ferait d'ailleurs que renforcer les inégalités entre les sexes, en confinant les femmes dans la sphère privée et en favorisant leur éloignement de l'emploi. Toute initiative porteuse d'émancipation et de libertés individuelles est écartée. La nécessité de mettre un terme aux inégalités salariales, de mener un dialogue social pour limiter le

recours aux contrats précaires, d'en finir avec les obstacles qui freinent l'accès des femmes à la vie active, ou bien encore d'impliquer les deux parents dans l'éducation de leurs enfants, est largement ignorée.

Si Marine Le Pen est à la fois mère de famille, responsable politique et avocate de formation, elle offre un destin nettement moins enviable à ses semblables et ne leur laisse pas de perspective d'avenir. Les accents pseudo-féministes de la patronne du FN ne sont donc qu'un habillage, un faux-nez, destiné à rompre avec l'image rétrograde et conservatrice d'un parti, dont l'unique ambition est d'élargir le spectre de son électorat, en prévision des échéances de 2017.

Ligne réactionnaire. Qui ne se souvient, à cet effet, des propos inquisiteurs de Jean-Marie Le Pen, en 1996, dans *Le Parisien* : « *Il est ridicule de penser que leur corps leur appartient au*

moins autant à la nature et à la nation. » Comme si la femme n'avait, par nature, qu'un devoir à accomplir, celui de procréer, sans prétendre à la liberté de faire et d'agir. Dans la lignée de cette conception rétrograde de la famille et du rôle des femmes, le peu de cas que le parti dirigé par sa fille fait des mobilisations et conquêtes féministes s'illustre très clairement dans les attaques au droit fondamental qu'est l'accès à l'avortement.

Si le FN ne propose plus, comme dans le passé, de mettre un terme au remboursement de l'IVG, sa ligne réactionnaire n'en demeure par moins prégnante. Alors que l'urgence, aujourd'hui, est de garantir l'accès à l'IVG, dans un souci d'égalité

et d'équité, ce parti multiplie les clins d'œil aux abolitionnistes de tout poil : « *le libre choix pour les femmes doit être aussi celui de ne pas avorter* », répète-t-il, ainsi, comme un mantra. Ce, alors même que les centres IVG, trop peu nombreux, les délais d'attente, parfois longs, poussent de nombreuses femmes à se rendre à l'étranger ou dans les cliniques privées.

En réclamant le « *déremboursement de l'IVG de confort* » et en sous-entendant qu'il existe une possibilité d'établir une différence entre les motifs d'avortement, il jette clairement la suspicion sur les femmes qui souhaitent y recourir et justifier le droit à l'avortement. Les couples les moins bien lotis pourraient ainsi être contraints de renoncer à l'avortement pour des raisons financières. Tant et si bien que l'IVG serait réservé aux catégories supérieures, pendant que les plus modestes se verraient contraintes de recourir aux méthodes dangereuses et pour le moins hasardeuses pratiquées dans le passé.

Féministe à la mémoire courte, Marine Le Pen, pourtant divorcée, n'a que peu de considérations pour les acquis féministes des dernières décennies. Une telle mesure, si elle devait entrer en application, n'aurait pas la moindre utilité en matière de natalité, puisque la France figure dans le peloton de tête européen, avec 2,01 en-

fants par ménage. Un seuil suffisant pour lui permettre d'assurer le renouvellement des générations.

La présidente du FN a beau jeu, dans ces conditions, de pointer le « *silence inadmissible, voire l'assentiment tacite de la gauche française devant les atteintes fondamentales aux droits des femmes* », en référence aux agressions sexuelles perpétrées à Cologne. Sous couvert de défendre la cause féminine, elle ne fait, en fait, que perpétuer la fibre misogyne d'un parti dont l'une des dignitaires, Marion Maréchal-Le Pen, proposait, lors de la campagne des régionales, de couper les subventions du Planning familial. « *Je considère qu'aujourd'hui, ce sont des associations politisées, on le sait bien, et elles véhiculent une banalisation de l'avortement* », justifiait-elle dans un entretien accordé à *Valeurs actuelles*, en novembre.

Faut-il rappeler, enfin, qu'à l'Assemblée nationale, comme au Parlement européen, les élus frontistes n'ont eu de cesse de s'opposer aux textes élargissant ou améliorant le droit des femmes ? *Médiapart* souligne, très justement, que les deux députés FN ont voté ainsi d'une seule voix contre la loi sur « *l'égalité réelle entre les femmes et les hommes* », qui incitait les pères à prendre un congé parental et complétait des textes déjà adoptés sur l'égalité professionnelle, les violences faites aux femmes et la parité. Ce parti a beau jeu de s'en prendre ensuite à « *l'idéologie égalitaire de la gauche* », au prix de revirements qui ne changent rien à ses marqueurs historiques. « *On ne sort de l'ambiguïté qu'à ses dépens* », disait fort justement le cardinal de Retz. Les faits sont têtus !

Bruno Tranchant